

COUR DE CASSATION

CRIM.

6 février 1997

LOI ET DÉCRET * Application de la loi dans le temps * Loi pénale * Rétroactivité * Entrée en vigueur * Fait antérieur * Application * Condition.

Une loi nouvelle, qui modifie une incrimination ou les sanctions applicables à une infraction, ne trouve à s'appliquer aux faits commis avant son entrée en vigueur et non définitivement jugés qu'à la condition que cette loi n'ait pas prévu de dispositions expresses contraires.

(X...) • ARRÊT

LA COUR (extraits) — Statuant sur le pourvoi formé par X... Joseph, contre l'arrêt de la Cour d'appel de Metz, chambre correctionnelle, en date du 23 juin 1994, qui, pour importations réputées faites sans déclaration de marchandises prohibées, l'a condamné à une amende de 905 672 F et au paiement des droits fraudés [...];

Attendu que Joseph X..., qui exerçait, sous l'enseigne commerciale Prestige Import, une activité d'importation et de vente de véhicules de luxe, a procédé en 1989 et 1990 à l'importation de neuf véhicules en provenance des USA et de trois véhicules en provenance de la CEE; que les valeurs en douane de ces véhicules, déclarés, soit directement par ses soins, soit par l'intermédiaire de préposés, ont été contestées par l'Administration qui, après avoir effectué un rapprochement entre les déclarations, les factures d'achat et les sommes réellement versées pour ces acquisitions, a fait valoir que les minorations opérées avaient eu pour effet d'éluder une partie des droits de douane et de la TVA dus; qu'après avoir décerné plusieurs contraintes pour tenter de recouvrer les droits compromis, l'administration des Douanes a cité l'intéressé directement devant la juridiction correctionnelle, sur le fondement des articles 38 et 426-3° du code des douanes et du règlement 1224/80/CEE du 31 mai 1980, pour importations réputées faites sans déclaration de marchandises prohibées; que, par jugement avant dire droit du 5 février 1993, le tribunal correctionnel, répondant aux exceptions soulevées par le prévenu, a annulé une partie des citations délivrées, au motif qu'elles visaient « la société » Prestige Import qui n'était que l'enseigne commerciale d'une activité en nom propre, et rejeté l'exception d'irrecevabilité invoquée par le prévenu prise de ce que l'Administration, en procédant par voie de contraintes, aurait déjà engagé une action civile; que, par jugement au fond du 19 mars 1993, la juridiction correctionnelle a déclaré Joseph X... coupable des faits qui lui étaient reprochés, qu'il soit pris en qualité d'auteur pour des déclarations personnellement souscrites, ou en qualité de complice ou d'intéressé à la fraude pour celles des déclarations souscrites pour son compte; que la cour d'appel a confirmé les deux jugements entrepris; en cet état:

Sur le premier moyen de cassation, pris de la violation des articles 5, 459 du code de procédure pénale, défaut de motifs, manque de base légale; — (non commenté);

Sur le second moyen de cassation, pris de la violation des articles 7 du code des douanes, 414, 392, 435, 439, 337-2, 426-2, 423, 406 et 407 dudit code, des articles 110, 111 et 121 de la loi n° 92-677 du 17 juillet 1992, de la directive n° 91-680 CEE du 16 décembre 1991, des articles 95 et 177 du traité de Rome, de l'article 23 de la loi du 8 juillet 1987 et de l'article 593 du code de procédure pénale, contradiction et défaut de motifs, manque de base légale; « en ce que l'arrêt attaqué a dit n'y avoir lieu de poser une question préjudicielle au sujet de la conformité de l'article 110 de la loi du 17 juillet 1992 à la Cour de justice des Communautés européennes, confirmé le jugement du 5 février 1993 et le jugement du 19 mars 1993 en toutes leurs dispositions sur l'action pénale douanière, l'amende douanière et les droits fiscaux fraudés, et prononcé en tant que de besoin la contrainte par corps; aux motifs que

la Cour de cassation a rappelé que ce n'est qu'« en l'absence de dispositions contraires expresses » qu'une loi nouvelle qui abroge une incrimination ou qui comporte des dispositions pénales ou fiscales plus douces s'applique aux faits commis avant son entrée en vigueur et non définitivement jugés (Cass. crim., 6 juin 1988, *Bull. crim.*, n° 250); que l'article 110 constitue une disposition expresse qui doit recevoir application; qu'à compter de l'entrée en vigueur du marché intérieur résultant de l'acte unique européen, les échanges intracommunautaires de marchandises ne constituent plus « des importations » et des « exportations »; que le régime de la TVA applicable à ces marchandises est un système de TVA appliqué aux « acquisitions » et aux « expéditions » intracommunautaires; que les changements ainsi opérés dans le régime de la TVA, s'ils ont pour effet, dans les échanges intracommunautaires, de transférer l'application de cette taxe de la direction générale des douanes et droits indirects à la Direction générale des impôts, n'impliquent en aucune manière que les infractions en matière de TVA dans les échanges intracommunautaires cesseraient d'être punissables à partir du 1^{er} janvier 1993; que les dispositions actuellement en vigueur exigent toujours l'acquittement de la TVA lorsqu'une marchandise fait l'objet d'une vente entre deux ressortissants de la CEE; qu'il en résulte que l'article 110 de la loi du 17 juillet 1992 ne saurait être regardé comme contraire à la règle d'application immédiate de la loi nouvelle plus douce; qu'il convient d'observer encore qu'aucune des directives du Conseil n° 91-680 et n° 92-12 ne contient de dispositions relatives à la répression des infractions en matière de TVA; que, dès lors, ces textes ne sont pas susceptibles de paralyser l'application de l'article 110 de la loi du 17 juillet 1992; qu'en définitive il est incontestable que la loi du 17 juillet 1992 portant mise en œuvre de la directive CEE n° 91-680 édicte pour l'avenir et que l'article 110 de cette loi n'apparaît nullement contraire à cette directive en maintenant l'application des dispositions législatives antérieures aux infractions douanières commises avant le 1^{er} janvier 1993; qu'il n'y a donc pas lieu de poser la question préjudicielle; que Joseph X... n'apporte pas la preuve de sa bonne foi; que Joseph X... exerçait l'activité de mandataire à l'importation de véhicules de luxe; qu'il ne pouvait ignorer ses obligations professionnelles; qu'il a volontairement et systématiquement minoré la valeur déclarée des véhicules achetés à l'étranger dans un but de fraude; qu'il y a donc lieu de confirmer le jugement entrepris sur la culpabilité; qu'il convient de confirmer la condamnation de Joseph X... au paiement d'une amende douanière égale à une fois la valeur des marchandises de fraude, soit la somme de 905 672 F en application de l'article 414 du code des douanes; que ce montant n'apparaît nullement disproportionné eu égard à l'ampleur de la fraude; alors, d'une part, qu'il apparaît que l'article 110 de la loi n° 92-677 du 17 juillet 1992, portant mise en œuvre par la République française de la directive CEE n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée, est incompatible avec le principe fondamental du droit communautaire qui prime sur le droit interne, et selon lequel les lois modificatives d'une disposition législative antérieure s'appliquent aux effets futurs de situations nées sous le régime du texte ancien, en sorte qu'en raison de la suppression, à compter du 1^{er} janvier 1993, de l'application du code des douanes aux marchandises communautaires, les poursuites exercées se trouvaient dépourvues de leur élément légal; qu'en soutenant le contraire et disant qu'il n'y a pas lieu de poser la question préjudicielle, la Cour a violé les textes susvisés; alors, d'autre part, que Joseph X... a établi que l'administration des Douanes ne pouvait établir de manœuvres destinées à contourner sciemment les impératifs de la réglementation douanière et de nature à entraîner un préjudice au détriment des finances communautaires et du Trésor public et qu'il n'y avait pas eu d'enrichissement personnel anormal; qu'ainsi en soutenant notamment que Joseph X... ne faisait pas la preuve de sa bonne foi, la Cour a violé l'article 23 de la loi du 8 juillet 1987 permettant de prononcer la relaxe pour défaut d'intention; alors, enfin, que l'amende douanière apparaît en son principe comme parfaitement contraire aux principes communautaires, l'article 414 du code des douanes instituant un régime de sanctions contraires aux dispositions de l'article 95 du traité CEE, et en son montant fixé en violation du principe de proportionnalité; qu'ainsi les

sanctions sont dépourvues de base légale au regard des dispositions susvisées » ;

Sur le moyen pris en ses première et deuxième branches ; — Attendu que, pour écarter les conclusions du prévenu invoquant l'abrogation des sanctions applicables aux trois importations de véhicules en provenance de la CEE, en raison de l'entrée en vigueur de la loi du 17 juillet 1992 ayant modifié le code des douanes, les juges énoncent que si l'article 111 de la loi, invoqué par l'intéressé, dispose que le code des douanes ne trouve plus à s'appliquer à l'entrée des marchandises communautaires sur le territoire douanier, il n'en demeure pas moins que l'article 110 de ce texte précise que ces dispositions ne font pas obstacle à la poursuite des infractions douanières commises avant son entrée en vigueur sur le fondement des dispositions législatives antérieures ; — Attendu que la cour d'appel ajoute, pour déclarer Joseph X... coupable des faits visés à la prévention, qu'il ressort des éléments du dossier que le prévenu a volontairement minoré la valeur des douze véhicules qu'il a lui-même achetés à l'étranger, alors qu'il savait, en sa qualité de professionnel, quelles étaient ses obligations à ce sujet, et que rien ne permet, en l'espèce, de retenir sa bonne foi ; — Attendu qu'en l'état des énonciations, la cour d'appel a donné une base légale à sa décision ; qu'en effet, une loi nouvelle, qui modifie une incrimination ou les sanctions applicables à une infraction, ne trouve à s'appliquer aux faits commis avant son entrée en vigueur et non définitivement jugés qu'à la condition que cette loi n'ait pas prévu de dispositions expresses contraires ; que tel est le cas de la loi du 17 juillet 1992 qui, en son article 110 — dont les dispositions ne sont en rien contraires au droit communautaire —, a expressément prévu que ses dispositions n'auraient aucun effet rétroactif sur les infractions commises avant son entrée en vigueur ;

Sur le moyen pris en sa troisième branche ; — (non commenté) ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ; rejette...

CASS. CRIM., 6 févr. 1997 ■ Z 94-84.670 ■ MM. Culié, f. f. prés. — Mordant de Massiac, rapp. — Le Foyer de Costil, av. gén. — M^{re} Ricard, SCP Boré, Xavier, av. ■ Rejet du pourvoi contre CA Metz, 23 juin 1994 [ch. corr.].

NOTE

A seulement parcourir cet arrêt, même le lecteur fêru d'application de la loi pénale dans le temps risquerait de ne pas relever d'emblée la phrase suivante, pourtant apparemment finement ciselée : « une loi nouvelle, qui modifie une incrimination ou les sanctions applicables à une infraction, ne trouve à s'appliquer aux faits commis avant son entrée en vigueur et non définitivement jugés qu'à la condition que cette loi n'ait pas prévu de dispositions expresses contraires ». A l'avantage d'échapper ainsi à la perplexité que doit susciter pareille affirmation, ce distrairait jointerait toutefois l'inconvénient de méconnaître l'intérêt qu'elle semble mériter.

Car, après du moins les quelques relectures qu'impose le tour embarrassé d'un théorème aussi contourné⁽¹⁾, le même lecteur, s'il

(1) On connaît l'admirable définition selon laquelle le sucre est ce produit alimentaire qui, par son absence, rend les mets amers.

avait l'esprit aventureux, se hasarderait sans doute à avancer une libre traduction voisine de celle-ci : « une loi nouvelle qui modifie une incrimination ou les sanctions applicables à une infraction s'applique aux faits commis avant son entrée en vigueur et non définitivement jugés, sauf si cette loi précise expressément le contraire ».

C'est alors qu'armé de ses souvenirs touchant à la rétroactivité *in mitius* et par conséquent ébranlé dans ses certitudes, le même pourrait ressentir la nécessité de se reporter à l'art. 112-1⁽²⁾, spécialement à son troisième alinéa : « ... les dispositions nouvelles s'appliquent aux infractions commises avant leur entrée en vigueur et n'ayant pas donné lieu à une condamnation passée en force de chose jugée lorsqu'elles sont moins sévères que les dispositions anciennes ».

Favorablement disposé par cette consultation, puisque rassuré dès cet instant sur la solidité de sa mémoire et sur l'état de ses connaissances, le lecteur, pénétré de la solution légale et faisant retour à l'arrêt, sera donc enclin à se montrer magnanime : il pariera sur une erreur de plume⁽³⁾. Las ! pari perdu : rançon sans doute de sa qualité formelle, la formule ci-dessus reproduite se retrouve, identique, au détour d'une affaire jugée le 20 mars 1997⁽⁴⁾.

Aussi, et malgré qu'il en ait, ce lecteur devra peut-être se résoudre à conjecturer qu'il n'existe aucune justification recevable à ce que l'on devrait bien considérer, dès lors, comme une « doctrine » jusqu'à ce jour inédite⁽⁵⁾ de la Chambre criminelle de la Cour de cassation⁽⁶⁾. Car si, le 2 mars 1994, on pouvait, à la rigueur, ne s'être pas aperçu que, depuis la veille, le droit pénal avait reçu une modification méritant l'attention, trois ans plus tard pareille distraction paraît inconcevable. Et d'ailleurs, sous l'empire de l'ancien code pénal, la règle n'était-elle pas déjà celle de la rétroactivité des seules lois pénales de fond plus douces⁽⁷⁾ ?

On peut par conséquent conclure, et de la plus heureuse des façons : assurément, il n'y a rien d'autre à trouver, sous la forme de l'arrêt, qu'une banale maladresse de rédaction, à laquelle il est inutile de s'attarder davantage⁽⁸⁾ — ce qui, réflexion faite, et pour un distrair, est fort rassurant.

Philippe CONTE,
Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux.

(2) Du code pénal.

(3) De la Cour de cassation.

(4) Bull. crim., n° 116 ; D. 1997, IR p. 203.

(5) Le Bulletin des arrêts de la Cour de cassation (Chambre criminelle) fait renvoi à des arrêts antérieurs qui auraient consacré la même solution ; mais ils ne contiennent aucune affirmation comparable, de près ou de loin, à celle avancée par la décision ici rapportée. Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur ces références — et sur les résumés qui, censés condenser la substance des arrêts qu'ils précèdent, la travestissent trop souvent.

(6) Le fait qu'en l'occurrence cette solution soit consacrée dans un cas particulier (celui des art. 110 et 111 de la loi du 17 juill. 1992) ne légitime en rien une affirmation qui, par sa formulation générale, paraît aller bien au-delà dudit cas.

(7) V. décret impérial du 23 juill. 1810 ; cf. Cass. crim., 2 juill. 1813, Bull. crim., n° 143.

(8) A ceci près que le présent arrêt — qu'il faudra bien citer — fournira l'occasion de recommander aux étudiants la lecture de l'ouvrage de Pierre Mimin, consacré au style judiciaire.

FIN DE LA JURISPRUDENCE DU VOLUME DE 1997